

# L'unanimité...y compris contre le prédateur

Que les Bas-alpins soient rassurés : l'eau ne devrait pas manquer cet été dans le département où *"la situation se présente assez favorablement tant pour les usages agricoles que pour ceux concernant l'eau potable"*, tel que l'a assuré André Laurens, conseiller (PS) de Mézel. Et ce, malgré un déficit pluviométrique moyen de 12% avec des secteurs plus touchés que d'autres à l'instar de l'Ubaye où l'on relèvera 36% de pluie en moins... Tout cela au 30 avril avant les fortes averses de ce mois de juin.

## Le loup en ligne de mire

Si la situation n'est donc pas inquiétante en matière de sécheresse, en revanche les conseillers généraux ont été unanimes à reconnaître hier en séance plénière qu'elle l'est en ce qui concerne le loup. La recrudescence des attaques depuis le début de l'année, la plus récente étant celle de Revest-du-Bion, a d'ailleurs donné lieu à diverses interventions contre le prédateur.

*"La population a atteint le niveau d'une installation pérenne, assure Lucien Gilly (PS), conseiller de Barcelonnette. il est temps de passer à une régulation et à un éloignement du loup des villages et des pâturages. Et de s'interroger : "Faudra-t-il*

*que les parents surveillent la rentrée des enfants comme l'on surveille aujourd'hui celle des troupeaux?"*

Marcel Clément (PS), conseiller de La Motte-du-Caire affirme lui aussi que *"les enfants sont menacés par le loup qui vient jusque dans les maisons!"* Des menaces partagées par Gérard De Meester, conseiller (EE-Les Verts) de Peyruis, qui, après avoir réaffirmé sa solidarité avec la profession ovine, se dit *"conscient de l'approche du prédateur des habitants" et donc "favorable à la mise en place de moyens nécessaires pour assurer la sécurité"*, avant d'évoquer notamment la nécessité *"de renforcer la présence de l'homme dans les montagnes et les alpages face à l'accroissement de la taille des troupeaux."*

De son côté Serge Sardella, conseiller (Div. d.) des Mées se demande *"s'il faudra attendre la mort du petit chaperon rouge pour agir"* tandis que le président Jean-Louis Bianco réclamait tel que l'avait fait M. Gilly, la sortie de la France de la convention de Berne, rappelant que *"l'espèce en voie de disparition n'est pas le loup mais le berger"* et que désormais *"c'est la vie des habitants qui est en danger"*.

Autre sujet d'actualité évoqué, la future intercommuni-

té avec un rappel par Gibert Sauvan, premier vice-président (PS), de l'échéancier du schéma départemental de coopération intercommunale de la préfète et de la commission départementale (CDCI). *"Sur les 292 avis attendus, 18, provenant tous de communes, sont parvenus en préfecture, a notamment indiqué M. Sauvan, dix sont favorables au schéma et huit défavorables."*

Et de rappeler que tous les avis seront analysés en août par un groupe de travail de la CDCI, laquelle devra notamment se réunir à la mi-novembre *"pour délibérer sur un projet alternatif. Si ce dernier recueille deux tiers des voix, la préfète devra s'y tenir"*.

Philippe DUBERNARD



La dernière séance plénière du conseil général avant la trêve estivale avait lieu hier matin.

/ PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH